



Bercy claque la porte aux agents

En annonçant le 17 mars dernier l'arrêt des négociations sur la prévention des risques psychosociaux et en abandonnant toute volonté de parvenir à un accord signé avec les fédérations des Finances représentatives, **Bercy montre aux agents son mépris.**

Pendant un an et demi, le secrétariat général n'a formulé aucune proposition de nature à faire évoluer rapidement et favorablement les conditions de travail à Bercy.

Pire, en refusant de mettre fin aux suppressions d'effectifs et aux baisses de moyens, en ne suspendant pas les démarches de restructurations régressives mises en œuvre dans toutes les directions des ministères économique et financier, et ce malgré les fortes mobilisations et actions des personnels, en ne prenant pas en compte les propositions faites par les fédérations syndicales.

LES MINISTRES ONT PRIS LA RESPONSABILITE DE L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS.

Pourtant, la fédération des Finances CGT a fait de multiples propositions sur les actions à mener pour l'ensemble des agents des Ministères Économique et Financier, y compris ceux affectés en DIRECCTE ET DD(CS)PP issus de la DGCCRF et de la DGE :

- moratoire sur les réformes en cours, mettre fin aux suppressions d'emplois ;
- engagement sans délai de travaux sur les outils informatiques professionnels et RH ;
- adoption de plans de recrutement et de qualification ;
- réorientation du rôle de l'encadrement ;
- amélioration des conditions d'accueil du public, remise aux normes des bâtiments ;
- amélioration des conditions d'exercice des missions, évaluation de la charge de travail ;
- reconnaissance du travail des agents, y compris dans son aspect collectif ;
- réduction du temps de travail ;
- résorption des inégalités constatées entre les femmes et les hommes ;
- engagement des ministères et des directions à reconnaître leur responsabilité lorsque le lien direct de l'acte suicidaire avec le travail est établi, application de la présomption d'imputabilité lors des accidents de services ;
- droit à l'expression des agents, droit d'alerte rupture de service public ;
- création de CHSCT de réelle proximité inter-directionnels, modification du périmètre du CHSCTM, accès plein et entier aux expertises externes.

Pour la fédération des Finances CGT, il est possible :

- d'éradiquer la souffrance au travail et parvenir à bien faire son travail,
- d'améliorer les conditions de travail et de vie au de travail,
- de supprimer les inégalités professionnelles et toutes formes de discrimination.

LE 9 AVRIL, À L'APPEL DE LA CGT, DE FO, DE LA FSU, DE SOLIDAIRES.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS

MANIFESTATION NATIONALE A PARIS

A 13H PLACE D'ITALIE - INVALIDES